

## Interview de François-Xavier Bellamy par *Valeurs actuelles*

### « L'affrontement entre Macron et Le Pen stérilise le débat politique »

**Valeurs actuelles (VA) :** Votre livre *Demeure* s'insurge contre l'obsession du mouvement qui caractérise selon vous la modernité. Pourquoi cette obsession est-elle devenue la loi de nos sociétés ?

**François-Xavier Bellamy (FXB) :** Traditionnellement, la modernité est définie comme le règne de la rationalité qui s'émancipe du poids des coutumes et des traditions. Il me semble qu'elle est aussi le moment de l'histoire qui a vu le triomphe de l'idée de mouvement, en tranchant de manière radicale le débat consubstantiel à la civilisation européenne, le dialogue entre Parménide et Héraclite : d'un côté Héraclite, qui affirme que tout est mobile et que, malgré ce qui semble demeurer, toute identité est une illusion; de l'autre Parménide, qui croit à la stabilité de l'être que la pensée peut rejoindre.

Désormais, le monde occidental assume radicalement le monde héraclitéen, le monde du flux, du changement; et la modernité ne fait pas que constater le changement, elle en fait une loi, au sens prescriptif : « *Il faut être absolument moderne* », dit Rimbaud. Quand le vocabulaire contemporain dit d'une chose qu'elle est moderne, il dit non seulement qu'elle est récente, mais aussi qu'elle est bonne parce que récente.

**VA :** On a l'impression que l'injonction se fait de plus en plus pressante ... Pourquoi ?

**FXB :** La modernité a mis du temps à déployer ses ultimes conséquences, tant que le consensus religieux guidait encore les hommes vers une patrie éternelle; quand il a été remplacé par les grandes idéologies, restait encore un point d'arrivée : nazisme et communisme voulaient rapatrier sur la terre la promesse du paradis. Mais depuis la chute du mur de Berlin, nous vivons la modernité absolue, c'est-à-dire le mouvement pour le mouvement, qui n'a plus de point d'arrivée imaginable.

Or un mouvement qui ne nous dirige pas quelque part n'a plus aucun sens. D'où cette crise de sens que tant de nos contemporains expriment aujourd'hui - à commencer par les "gilets jaunes".

**VA :** « *Ne demeure jamais* », édicte le Gide des Nourritures terrestres, que vous critiquez dans votre livre. Pourquoi, au contraire, est-il important de demeurer ? Ne risque-t-on pas la sclérose ?

**FXB :** Ce n'est qu'après avoir publié mon livre que j'ai su que les *Nourritures terrestres* figuraient sur la photo officielle de Macron : c'est incroyable ! C'est très étonnant, cette injonction : « *Dès qu'un environ a pris ta ressemblance, [...] il te faut le quitter :* » Il ne faut pas que quoi que ce soit puisse nous devenir familier. « *Familles, je vous hais* », dit Gide en un mot célèbre : il faut haïr le familier, le semblable, détester le particulier qui prend pour nous valeur d'attachement singulier. Je crois au contraire qu'il est absolument nécessaire de demeurer. Aller vers l'universel suppose la médiation du particulier, d'une identité, d'une langue, d'une culture particulières; de la même manière, habiter le monde suppose d'abord d'habiter un lieu particulier et de se reconnaître de ce lieu familier à partir duquel le monde prend un sens.

**VA :** Demeurer, c'est le contraire de migrer ?

**FXB :** L'apparition du mot "migrant" est en soi symptomatique ! En réalité, il n'y a pas de migrants; il n'y a pas d'hommes dont la condition soit de migrer, d'être en déplacement: il n'y a que des émigrants qui sont aussi des immigrants, c'est-à-dire des gens qui quittent leur lieu familier et qui arrivent dans un ailleurs qui leur est étranger.

Par un authentique souci de la dignité humaine, on devrait se battre pour le premier droit de toute personne, qui n'est pas d'être accueillie chez nous mais d'habiter chez elle. Le bonheur de l'homme n'est pas dans le fait d'être accueilli loin de chez lui quand il a été arraché à sa demeure - mais dans le fait de pouvoir habiter sa demeure.

**VA :** Que devient la vertu d'accueil, alors ?

**FXB :** La demeure est aussi la possibilité de l'accueil: il n'y a pas d'accueil possible sans les quatre murs d'une maison, qui sont la condition de toute hospitalité. Vouloir détruire les murs et nous demander d'accueillir, c'est une étonnante injonction paradoxale! Demeurer ne signifie pas s'enfermer; c'est même la condition de l'aventure, du voyage, de la découverte d'un ailleurs. S'il n'y a pas de différence entre un monde familier et l'étrangeté d'un ailleurs, il n'y a plus d'aventure possible. La négation de la demeure amoindrit la possibilité de l'aventure humaine.

**VA :** Si le nom de Macron n'est pas cité, il y a dans le livre beaucoup de piques contre le macronisme. Constitue-t-il par essence un "bougisme" ?

**FXB :** Dans quelques décennies, on se demandera avec étonnement comment on a pu inventer ce slogan incroyable: "*En marche!*" Le propre d'un "marcheur", au sens politique du terme, c'est qu'il a épousé la marche comme étant sa cause. Mais tout marcheur sensé sait que la marche a un sens parce qu'elle se dirige vers un point fixe, vers lequel il progresse. Ce n'est pas seulement un trait du macronisme.

L'inventaire des slogans électoraux des cinquante dernières années témoigne de cette fascination collective de nos élites pour le mouvement: "*Le changement, c'est maintenant*" de Hollande, "*l'homme nouveau*" que voulait incarner Chirac, le "*changer la vie*" de Mitterrand ...

Si Macron a eu une intuition forte, elle a été de comprendre que c'était le coeur de ce qui réunissait bien des élites françaises. Il a proposé une sorte de cristallisation de ce dogme commun pour asphyxier tous les clivages. Car, si le but c'est de tout changer, si l'avenir est bon par lui-même, la politique n'a plus de sens puisque le débat est déjà tranché. Le progressisme n'est pas une politique, c'est une défaite de la politique, puisqu'il consiste à consentir d'avance à tout ce qui va advenir: la politique est devenue une pure administration managériale de la conduite du changement.

**VA :** Dans votre livre, vous reprenez l'analyse de David Goodhart sur l'opposition entre les *Somewhere* et les *Anywhere* (les gens de quelque part et les gens de n'importe où), qu'il a récemment appliquée à la révolte des "*gilets jaunes*". Cela vous paraît-il pertinent ?

**FXB :** Bien sûr. Cette révolte des "*gilets jaunes*" marque la crise profonde de notre vie politique. Elle est le signe que la politique ne parvient plus à construire une vision du monde qui puisse réunir des citoyens quel que soit leur milieu social: elle est devenue le lieu d'affrontement entre ceux auxquels le mouvement du monde bénéficie et qui n'ont d'autre but que de s'y plonger avec délices, et ceux qui n'arrivent pas à suivre le rythme de la course et ont compris que le nouveau monde les condamne à mourir.

**VA :** Cette révolte matérielle est-elle aussi une révolte du sens ?

**FXB :** Derrière les revendications matérielles, je vois un problème essentiel, celui de la relation au travail et à la vie. Qu'on soit ouvrier, caissière ou journaliste, nous sommes très nombreux à vivre douloureusement le fait que l'accélération qui nous est imposée nous oblige à tout faire trop vite et trop mal, et d'autre part à vivre dans une forme de précarité essentielle : notre métier est toujours supposé se voir remplacé demain ... Ce que nos dirigeants appellent "transformation", c'est pour le travailleur, l'angoisse de cette « strangulation » dont parle Péguy.

Le travail de l'artisan, Marx l'avait bien compris, est aussi un lieu d'émancipation et de liberté. Il est devenu une forme de servitude radicale du fait de cette marche du monde à laquelle on est sommé de s'adapter sans arrêt. Je crois que les "*gilets jaunes*" crient aussi cela, comme cette infirmière qui, chez David Pujadas, se plaignait moins de son faible salaire que du rythme qui l'obligeait à faire son boulot n'importe comment, de sorte qu'il finit par ne plus rien y avoir d'humain, même dans un métier comme celui-là.

Nous sommes dans une période où tout semble menacé, tout ce qui fait en tout cas les conditions de notre survie et d'une vie qui soit humaine: ce sont les écosystèmes naturels dévastés par l'irresponsabilité de nos calculs marchands, mais aussi les écosystèmes culturels déséquilibrés par la déconstruction de l'héritage, le déni de l'identité, le refus de la transmission ... Il est urgent d'ajuster en profondeur notre regard sur l'activité politique elle-même : à la fin de leur mandat, on ne devrait pas évaluer nos gouvernants sur ce qu'ils ont pu changer mais sur ce qu'ils ont pu sauver.

**VA :** On parle souvent de la colère du peuple contre les élites, mais vous dites que la modernité serait plutôt la colère des élites contre le peuple qui refuse cette injonction de mouvement. Est-ce ainsi que s'expliquent les irritations récurrentes de Macron contre le « *Gaulois réfractaire* » ?

**FXB :** Bien sûr ! Au XIX<sup>ème</sup> siècle, quand les ouvriers se révoltaient, les élites opposaient une résistance fondée sur des oppositions d'intérêt, mais on ne pouvait que reconnaître la légitimité de ces causes : interdire le travail des enfants, préserver le dimanche chômé, lutter contre la misère ... Aujourd'hui, ceux qui résistent aux revendications des classes populaires ont leur bonne conscience pour eux. Le peuple prend désormais la figure du "salaud" qui veut "fumer des clopes et rouler au diesel". Non seulement ils sont précaires et malheureux, mais en plus ils ont tort !

**VA :** Alors que c'est habituellement le conservatisme que l'on décrit comme une passion triste, vous opérez un joli retournement en accusant l'optimisme progressiste de nihilisme et en y voyant « une forme de ressentiment »...

**FXB** : Considérer que l'avenir sera forcément mieux que le présent, c'est le symptôme, en fait, d'une dépression très profonde ; si vous demandez à quelqu'un comment il va et qu'il répond que "ça ne pourra qu'aller mieux demain", vous vous dites qu'il va vraiment très mal ! Dire "demain sera forcément mieux qu'aujourd'hui", c'est avouer une forme de détestation structurelle du présent, dont il ne faut surtout pas croire qu'elle sera comblée un jour : ce qui est à venir sera un jour présent et donc dépassé par un autre avenir potentiel ! Il y a dans la passion du mouvement une frustration structurelle, consubstantielle à l'optimisme dogmatique que le progressisme propose.

**VA** : Le culte du mouvement a entraîné le règne du marché. Comment sortir de ce primat de l'économisme ?

**FXB** : Comme pour le mouvement, il ne s'agit pas de condamner le marché mais de le sauver de son propre triomphe. Car ce qui donne un sens au marché est ce qui lui est extérieur, ce qui ne se marchande pas, le caractère unique et singulier de ce à quoi nous tenons. Gagner de l'argent n'est pas un mal en soi, c'est un bien si cela nous permet de servir quelque chose que l'argent ne permet pas d'acheter, comme construire sa demeure et faire vivre son foyer. Dans un monde où tout se marchande, y compris la dignité humaine, le corps humain, les enfants, où Tinder vous trouve un partenaire et Gleeden quelqu'un pour tromper votre partenaire, le marché n'a plus aucun sens ; il est même l'occasion de la destruction de tout ce qui peut avoir du sens. Il est urgent de sauver l'activité économique de cette crise de sens qui la traverse. C'est la condition pour sauver aussi l'attachement même à la liberté: ce qui nous fait haïr le libéralisme aujourd'hui, ce sont les folies d'un marché débridé.

**VA** : Emmanuel Macron essaie aujourd'hui de polariser le débat sur le clivage entre progressisme et nationalisme ou populisme ...

**FXB** : Il est incroyable qu'on ait réussi à faire de l'idée de nation une idée coupable; et la formule si souvent répétée qui voudrait que le nationalisme implique la détestation de l'autre n'a littéralement aucune espèce de sens. Je ne crois pas qu'il y ait en France un seul responsable politique qui ait pour discours la haine des pays voisins, la volonté de les envahir ou de les dominer. C'est absurde, comme l'idée que le débat se focalise sur l'opposition entre ceux qui veulent "aller de l'avant" et ceux qui veulent "revenir en arrière". En m'opposant à la GPA, je ne m'oppose pas à un progrès, mais à une régression absolue: on va se remettre à vendre des êtres humains, comme à l'époque de l'esclavage. C'est un gigantesque retour en arrière, et ceux qui s'opposent à ces pratiques aspirent au contraire à ce que nous repartions de l'avant, vers le bien, la justice, la vérité, ces buts qui ne changent pas et qui devraient constituer nos seules aspirations.

**VA** : Admettez-vous qu'on vous classe à droite ?

**FXB** : Je ne suis pas sûr que nous soyons nombreux à nous reconnaître dans la définition totalement "économiste" que la droite a parfois donnée d'elle-même. Elle a fini par apparaître comme un syndicat de défense des privilégiés; évidemment, je ne me reconnais pas dans cette idée-là de la droite. J'avais intitulé mon premier livre *les Déshérités* pour répondre aux *Héritiers* de Bourdieu, mais aussi parce que ça correspondait à ce qui fait pour moi tout le sens de l'engagement: tenter d'apporter aux plus fragiles, aux plus vulnérables, aux plus défavorisés ce dont ils ont besoin

pour trouver leur place dans la vie sociale et pour pouvoir partager la culture commune dont ils sont les héritiers légitimes. Sur les questions d'éducation, la droite a longtemps défendu l'élitisme et l'excellence, et elle avait raison de le faire; mais elle aurait dû donner tout son sens à ce désir d'excellence en le replaçant dans un combat au service des plus déshérités. Le défi est aujourd'hui de rejoindre ceux qui ne se sont jamais reconnus dans la caricature que la droite présentait d'elle-même, et qui avaient de bonnes raisons de ne pas s'y reconnaître.

Le clivage gauche-droite est en train de redevenir ce qu'il était avant le marxisme: être contre le marxisme supposait de défendre l'économie libre, et le débat s'est polarisé sur ces questions. Mais le mur de Berlin s'est effondré et nous pouvons revenir à un débat vraiment politique, qui nous reconduit au clivage gauche-droite originaire: est-ce que quelque chose nous précède, ou est-ce que le monde est infiniment plastique et doit être soumis à l'arbitraire de nos décisions politiques ? De ce point de vue-là, je me sens totalement de droite; mais d'une droite qui inclut l'écologie, le service des plus modestes, qui sait que la prudence est la condition de la qualité de la décision politique, qui sait qu'une société, pour durer, a besoin d'une culture commune - bref d'une droite qui n'est pas seulement fascinée par les courbes de croissance.

**VA :** Pour reconstruire la droite, faut-il chercher une troisième voie entre populisme et progressisme, ou bien travailler au rassemblement de toutes les droites ?

**FXB :** Ce mot de populisme est un piège, un concept flou qui ne sert qu'à disqualifier. Ce qui est sûr, c'est que je déteste la démagogie, d'où qu'elle vienne: il y a parfois une forme de populisme assumé des élites. Le débat politique actuel est stérilisé par cet affrontement, volontairement entretenu par les deux camps concernés : pour Emmanuel Macron, c'est "moi ou le chaos" et, pour Marine Le Pen, c'est "moi ou Emmanuel Macron". L'offre politique existante fonctionne plutôt selon une logique de rejets réciproques que pour proposer une vision nouvelle qui puisse nous faire adhérer aux choix courageux dont la France a besoin. Voilà qui nous oblige à être imaginatifs; mais je ne crois pas à l'union des droites comme alliance d'appareils.

**VA :** On parle de vous comme tête de liste LR aux européennes. Si l'offre vous est effectivement faite, l'accepterez-vous, et à quelles conditions ?

**FXB :** Je n'ai rien demandé, et je n'attends rien ; si la proposition m'est faite, je n'irai qu'à une condition, qui est de pouvoir apporter un vrai renouvellement. Il n'est plus possible de se contenter de répéter ce que la droite a fait jusque-là. Si je relevais ce défi, ce serait pour contribuer, à mon humble mesure, à porter une proposition qui puisse attirer largement. Aujourd'hui - on le voit à travers le mouvement des "gilets jaunes" - il y a un vide politique inquiétant qu'il faut transformer en espace politique, afin d'apporter le projet dont la France a besoin pour ne serait-ce que simplement survivre.

**VA :** Battu d'une courte tête par un "marcheur" aux législatives en 2017, on aurait pu vous imaginer vacciné de l'engagement partisan: pourquoi se lancer dans cette entreprise à haut risque ?

**FXB** : Parce que j'ai le sentiment inquiet que bien des choses auxquelles nous tenons sont sur le point de se défaire; et empêcher que le monde se défasse passe par le travail intellectuel, par bien des initiatives concrètes, mais aussi, qu'on le veuille ou non, par l'action politique.

Des amis qui veulent me protéger de la politique me disent qu'il serait beaucoup mieux de continuer à écrire des livres; mais, si vous avez devant vous une vraie occasion d'agir et que vous la refusez, alors il me semble que vous perdez le droit d'écrire ou de juger. Comment serait-on légitime à critiquer nos erreurs collectives quand on a refusé de se risquer pour tenter de les éviter ?

**VA** : Marion Maréchal a salué l'éventualité de votre candidature en suggérant qu'elle facilitait la perspective d'alliances ...

**FXB** : Pour ma part, je ne crois pas du tout à cette logique d'alliances électorales, seulement au travail de fond qui peut seul susciter la confiance et l'adhésion. Emmanuel Macron n'a pas commencé en négociant l'alliance du MoDem et du PS ! Il a créé une dynamique et les électeurs se sont agrégés autour de lui.

Je n'ai aucune réprobation morale pour quelque électeur que ce soit; chacun fait son choix en conscience. Mais moi qui aspire à voir la France se reconstruire et sortir des logiques qui ont causé sa fragilité actuelle, je constate que le Front national, pendant des décennies, n'a eu pour effet que de stériliser les voix qui lui étaient confiées. L'enjeu de ce constat n'est pas de jeter l'anathème mais de mesurer l'obligation qui nous est faite de formuler une proposition qui puisse susciter l'adhésion d'une majorité.

Notre pays est traversé par une crise très profonde et nous n'y répondrons pas par des tactiques politiciennes. Si jamais ma candidature se confirme, j'irai aux élections européennes avec une vision que je voudrais forte, claire et libre.

**VA** : Cette vision européenne, quelle sera-t-elle ?

**FXB** : Emmanuel Macron a choisi de défendre l'idée de la souveraineté européenne et donc de la disparition de la nation ; je crois au contraire que c'est en se reconnaissant d'une demeure particulière que l'on peut ensuite s'ouvrir aux autres. Il faut défendre une Europe dans laquelle les peuples retrouvent la maîtrise de leur destin, une Europe qui ne soit pas le signe de la dépossession définitive de notre capacité d'agir et de décider collectivement - une Europe de la coopération entre nos pays, au service de la défense de notre civilisation. Pour cela, il faut revoir en profondeur le fonctionnement des institutions européennes, et s'opposer à tout transfert de notre souveraineté à des échelles de décision qui ne sont pas responsables devant les citoyens. Tant que l'Union européenne sera instrumentalisée par ceux qui veulent la disparition des nations, seul cadre où s'exprime la souveraineté des peuples, elle sera jugée illégitime et le ressentiment à son égard ne fera que croître.

**VA** : La participation de Sens commun à la campagne de François Fillon s'est soldée par une diabolisation très forte du courant conservateur. Ne craignez-vous pas de subir la même épreuve ?

**FXB** : Changer pour changer est absurde, mais conserver pour conserver l'est tout autant. Nous sommes dans une période de l'histoire qui impose paradoxalement un changement très profond pour pouvoir sauver ce qui doit l'être. Cette équation échappe en partie à la tradition intellectuelle du conservatisme, qui s'est élaborée dans un monde très différent du nôtre.

Cela suppose d'avoir l'intelligence de refondre notre vocabulaire. Non pas pour concéder quoi que ce soit sur le fond, mais pour faire comprendre à ceux qui nous écoutent que la cohérence de leurs propres convictions devrait les conduire à nous rejoindre, notamment sur l'écologie. La vision que nous proposons n'est probablement pas minoritaire, si nous savons mieux la défendre: d'ailleurs, au moment de la dernière élection présidentielle, ce n'est pas un projet qui a été disqualifié parce que trop conservateur, mais le candidat qui le portait, pour des raisons très éloignées des questions de fond. Bien sûr, quand on pense à contrecourant, on n'échappe jamais totalement à la diabolisation ; mais je crois qu'il ne faut pas s'y résoudre. La tentation est grande de préférer s'enorgueillir de la virulence des critiques plutôt que de faire l'effort nécessaire pour convaincre; ne soyons pas les polémistes que nos adversaires attendent.

**VA** : Vous n'êtes pas encore diabolisé, mais déjà présenté comme un philosophe catholique. Le craignez-vous ou l'assumez-vous ?

**FXB** : Je suis catholique, en effet, et je l'assume parfaitement. Mais l'un des grands dangers du débat serait de céder à une forme de communautarisme stérile. La vie intellectuelle et la vie politique n'ont pas pour but de défendre des valeurs relatives à une sensibilité parmi d'autres; celui qui croit en ce qu'il dit ne s'exprime pas pour défendre sa chapelle mais pour partager ce qu'il pense pouvoir être utile à tous.

Je suis assez inquiet de voir le piège communautariste se refermer sur notre société; le discours de Macron aux Bernardins nous pousse d'ailleurs dans cette direction. On peut être opposé à la PMA et la GPA, vouloir renouer avec la transmission, défendre la dignité des plus vulnérables et même reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe sans forcément être chrétien. Ce qui nous anime, ce n'est pas de défendre une communauté parmi d'autres, c'est le sens du bien commun, et lui seul.

Propos recueillis par Laurent Dandrieu, Anne-Laure Debaecker, Mickaël Fonton, Geoffroy Lejeune et Charlotte d'Ornellas pour Valeurs actuelles.